

Toutes nos publications et vidéos sur : www.lutte-ouvriere.org

Suivez-nous aussi sur Facebook :
www.facebook.com/mink.takawe
www.facebook.com/lutteouvriere.sedan

Lettre d'information

Lutte ouvrière

Ardennes



24/05/2020

La médaille du mépris

Les agents hospitaliers l'ont redit à Macron : aucune médaille, ni aucune prime, aucun défilé du 14 Juillet ne remplacera leurs revendications : augmentations de salaire, d'effectifs et du nombre de lits.

En deux mois, l'État a injecté 300 milliards dans l'économie au travers de prêts garantis aux entreprises. Il a accordé 7 milliards à Air France, 5 milliards à Renault. Il va en consacrer 18 à un « plan Marshall » pour le secteur touristique. Il n'y a rien de tel pour la santé. Pour un gouvernement qui a annoncé en faire sa priorité, cela en dit long !

Les *mea culpa* et les promesses du gouvernement ne sont que du cinéma destiné à cacher le mépris social de dirigeants dévoués au monde bourgeois.

Les ministres refusent de rétablir l'impôt sur la fortune... pendant qu'Axa verse 3,46 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires, Sanofi 3,9 milliards, Total 1,8 milliard !

Ce que le ministre de la Santé prépare est tout aussi révoltant. Il prend prétexte de la revalorisation salariale pour s'attaquer aux 35 heures dans les hôpitaux. Autrement dit, pour gagner plus, les soignants devront surtout travailler plus. Comme si les soignants ne travaillaient pas assez ! Comme s'ils

ne fuyaient pas déjà les hôpitaux à cause des conditions de travail et de la course à la rentabilité d'un système de plus en plus financiarisé !

Macron se moque des soignants comme de tous les travailleurs. Aujourd'hui, il permet au grand patronat d'imposer à ces femmes et ces hommes de travailler jusqu'à 60 heures hebdomadaires, de réduire leurs vacances et de leur supprimer du temps de repos !



Lui et ses sbires ne se soucient que d'une chose : plaire, rassurer et servir la grande bourgeoisie. Oui, c'est du mépris social. Mais il ne s'agit pas du mépris d'un seul homme ni même d'une famille politique. Il s'agit du mépris d'une classe sociale qui ne pourrait pas vivre sans des millions de femmes et d'hommes travaillant pour elle. C'est l'expression d'une classe exploiteuse qui se bat pour perpétuer sa domination.

Le gouvernement a multiplié les hommages à ceux qui sont montés au front. Ils auront peut-être une place dans le défilé du 14 juillet, mais cela ne leur assurera ni les fins de mois ni des conditions de travail décentes. Pour obtenir cela, les soignants, et tous les travailleurs avec eux, devront renouer avec les luttes ouvrières et la contestation de l'ordre bourgeois.

Sommaire

Mécanyvois, Carignan : De Carignan à Casablanca, de Tunis à Porto, un même capitalisme

Mécanyvois, Carignan : La covid-19 a bon dos

PSA, Les Ayvelles : Pour l'Ascension, le patronat veut faire monter ses profits

Aide alimentaire, Ardennes : Des demandes toujours en hausse

MSF-SAI, Glaire, Ardennes : Les travailleurs doivent toucher leur dû

Conseil Départemental des Ardennes : Il se trompe de poche !

page 2

page 2

page 3

page 3

page 4

page 5

Mécanyvois, Carignan

De Carignan à Casablanca, de Tunis à Porto, un même capitalisme à combattre



Mécanyvois, entreprise familiale fondée à Carignan, « fleuron français » de l'outillage aéronautique, fournisseur d'Airbus, Bombardier, Dassault ... est devenue un groupe international, d'abord en s'implantant en zone franche, en Tunisie

(2009) puis au Maroc (2016). C'est maintenant à Porto qu'elle compte ouvrir une nouvelle filiale.

En 2016, le PDG de l'entreprise se défendait de délocaliser par appât du gain : « *On ne délocalise pas, on accompagne notre client* ». En janvier 2020, le Président du groupe affirme sans complexe qu'en Tunisie « *les choses se passent sans bâtons dans les roues* » ; il se plaint d'avoir à payer des impôts en France quand « *les Roumains ou les Portugais ne savent pas ce qu'est une*

taxe foncière » ; ou encore se lamente de « ne pas trouver de main d'œuvre qualifiée dans les Ardennes ». Pour les patrons, la seule qualification qui vaille est de ne rien coûter ! Cet exemple montre leur réelle motivation, exploiter toujours plus à moindre coût, et le cynisme avec lequel les bourgeois mènent leurs affaires.

Tous les travailleurs, d'ici et d'ailleurs, ont les mêmes exploiters. Organisons-nous au-delà des frontières pour les renverser.

Mécanyvois, Carignan

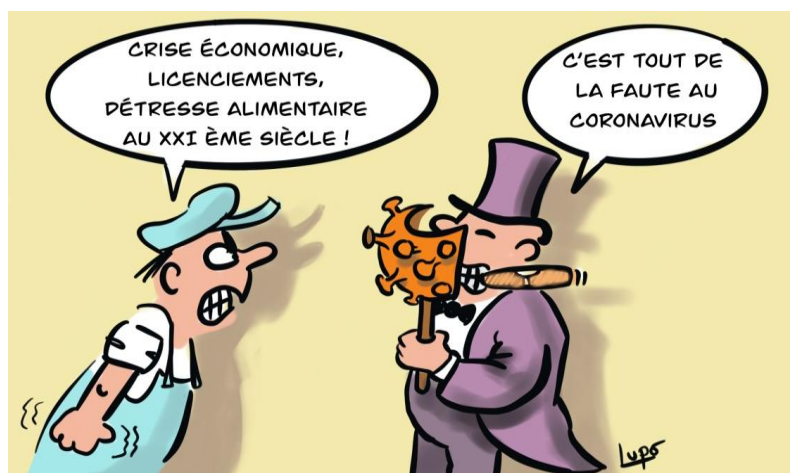
La covid-19 a bon dos

L'entreprise aéronautique Mécanyvois est classée en « catégorie stratégique ». Elle pourra compter sur les commandes nécessaires d'Airbus « pour passer à travers l'orage » selon son dirigeant. Pour le moment, Mécanyvois ne fait pas partie des entreprises les plus touchées par la crise actuelle.

Pourtant, cela n'a pas empêché la direction du groupe de recourir au chômage partiel pour une partie de ses salariés et de supprimer les heures supplémentaires, pour préserver leur marge. C'est un scandale de plus !

Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais des turbulences du système capitaliste dont le seul but est de faire toujours plus de profits.

C'est aux donneurs d'ordre de compenser les pertes de salaires et de garantir le maintien de tous les emplois. De l'argent, ce n'est pas ce qui leur manque.



PSA, Les Ayvelles

Pour l'Ascension, le patronat veut faire monter ses profits



À PSA, la direction essaie d'accélérer la reprise. Après une semaine en 2x8, les

salariés sont maintenant en 3x8. Et alors qu'ils ne devaient travailler que 3 jours, les chefs ont demandé des volontaires pour revenir jeudi et vendredi de l'Ascension.

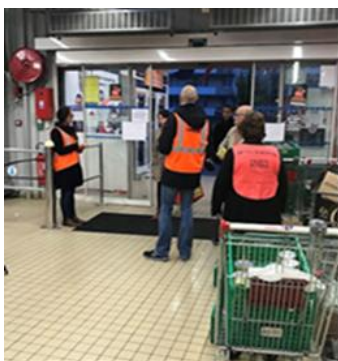
Déjà en temps normal, le travail de nuit dans les secteurs non vitaux est une aberration : les risques d'accident sont plus élevés et les travailleurs y laissent leur santé et des années d'espérance de vie. Mais, dans le contexte de lutte

contre la propagation du virus, c'est encore plus choquant.

Les patrons voudraient que les travailleurs fassent tourner les machines 24h/24, quels que soient les risques encourus. Pour eux, c'est toujours la même rengaine : « *rentabilité, rentabilité* ». Il nous faudra leur opposer "notre vie et notre santé avant leurs profits".

Aide alimentaire, Ardennes

Des demandes toujours en hausse



Depuis le début du confinement, les travailleurs précaires, au chômage ou au chômage partiel, sont venus grossir les rangs des 5,5 millions de bénéficiaires

réguliers ou ponctuels de l'aide alimentaire.

Dans les Ardennes, Bogny-sur-Meuse, Haybes, Rocroi, Floing ou Mouzon rejoignent les villes qui ont déjà signé des conventions avec des associations caritatives pour parer à cette urgence sociale.

La Banque alimentaire s'alarme de la baisse rapide de ses stocks, et prévoit déjà d'avancer la collecte de denrées habituellement prévue en novembre, au début du mois de juin.

Les 39 millions d'euros promis par l'État restent une aumône surtout si l'on compare cette aide aux centaines de milliards prévus pour aider le grand patronat.

Tant qu'on laissera les capitalistes dominer l'économie, nous irons de crises en crises. Et pour les travailleurs ce sera toujours plus de chômage et de misère. Il y a urgence à renverser le système capitaliste.

MSF-SAI, Glaire, Ardennes

Les travailleurs doivent toucher leur dû



La semaine prochaine, le 3 juin, cela fera un an que les 38 salariés de MSF (Moquettes et Sols de France) et de sa filiale de maintenance SAI (Support Ardennes Industries), ont été licenciés. Un an sans toucher un seul centime des indemnités de licenciement qui auraient dû leur être versées par le liquidateur et l'AGS (Association pour la Gestion du régime d'assurance des créances et des Salaires).

Cette dernière retarde leur versement au prétexte que des procédures judiciaires contre les gérants successifs sont actuellement toujours en cours.

Dans les mois précédant leur licenciement, les travailleurs n'ont pas toujours perçu leurs salaires. Ils ont dû souscrire à une nouvelle mutuelle puisque leur employeur avait cessé de le faire.

Leur situation financière s'est donc aggravée et pour certains, est devenue catastrophique. En janvier 2020, sur les 38 travailleurs licenciés, 6 ont pu accéder à la retraite, mais 4 seulement ont retrouvé un CDI, 3 un CDD et 25 restent dans des situa-

tions précaires, en intérim ou sans emploi. Ils se retrouvent endettés, parfois menacés d'expulsion.

Dans un contexte économique de plus en plus difficile pour les travailleurs, ces indemnités de licenciement de 8 000 à 40 000 €, soit 1,2 millions d'euros, sont vitales.

L'État est capable en deux mois de sortir 300 milliards pour "aider" les entreprises dont 5 pour Renault qui annonce des licenciements ! Quand il s'agit de drainer l'argent public vers les caisses privées, c'est « *Tapis rouge* » mais quand il s'agit d'indemniser les travailleurs, c'est « *Repassez !* » De quoi être sérieusement en colère !

Notre nouveau site : Des idées pour comprendre le monde

"Ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur" Fernand Pelloutier



Chaque année, durant le week-end de la Pentecôte, nous organisons à Presles, dans le Val-d'Oise, notre fête annuelle. Pendant le confinement, nous n'avons pas cessé de nous exprimer politiquement, dans notre journal et notre revue, dans un grand nombre de bulletins d'entreprise diffusés en papier ou au

format numérique, sans parler de nombreuses initiatives locales prises par nos camarades.

Mais notre fête comporte aussi un autre aspect essentiel, culturel et scientifique. Connaître l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes de classe, comprendre le monde dans lequel nous

vivons, aussi connaître les origines de l'univers, de l'espère humaine ou encore des pandémies...

Cette volonté de diffuser la culture et la science, au cœur de notre fête annuelle, nous avons voulu aussi, plus modestement, la partager [sur ce site](#).

Conseil Départemental des Ardennes Il se trompe de poches !

Depuis le 11 mai, on peut voir sur le site du Conseil Départemental des Ardennes un appel aux dons pour la lutte contre la Covid-19.

Face aux manquements de l'État qui réduit sans cesse les dotations, le département en appelle à la générosité des entreprises, des associations mais aussi des particuliers afin de pouvoir acheter du matériel de protection à destination des personnels soignants.

Quand il s'agit de faire fonctionner les services publics : hôpitaux, centre médico-sociaux, Ehpad..., l'État compte toujours sur le bénévolat, les dons et le dévouement des travailleurs.



Des députés proposent même que les travailleurs fassent don de congés pour payer des chèques vacances aux agents hospitaliers.

Il en est de même quand le Conseil Départemental des Ardennes demande aux travailleurs de mettre la main à la

poche pour pallier les manques de l'État.

Ce que veulent les soignants ce n'est pas la charité mais de véritables moyens, des embauches en CDI et des salaires qui permettent de vivre.

Si l'argent manque pour les services publics, c'est que l'État verse des sommes colossales aux grandes entreprises ! De l'argent, il y en a et il faudrait le récupérer où il est : notamment dans les poches des actionnaires d'Axa, de Sanofi et de Total qui, à eux trois, vont toucher plus de 9 milliards d'euros de dividendes !

Nos publications



[Notre hebdomadaire](#)



[Notre mensuel](#)

Cliquez sur le type de publication pour y accéder en ligne